

La conférence de Johannesburg et le développement durable*

François Houtart

Destiné à faire le point depuis la conférence de Rio en 1992, celle de Johannesburg s'inscrit dans un climat d'échec et de vaines promesses [Heinrich Böll Foundation, 2002, 11]. Et cependant, le concept de développement durable a connu un grand succès durant cette décennie. Il est utilisé par tous les pays, par les organisations financières internationales (Banque mondiale, FMI, etc.), fait même partie de la publicité des entreprises les plus polluantes du monde, les compagnies pétrolières et les conglomerats chimiques.

Une telle dérive risque de dépouiller le concept lui-même de toute signification. Il est donc nécessaire d'en faire une lecture critique, permettant d'envisager sa genèse, son contenu et ses fonctions. En effet, le développement durable (*sustainable development*) est un vocable récent, qui est rapidement devenu à la mode. La conférence des Nations unies sur le développement et l'environnement qui s'est tenu à Rio de Janeiro en 1992 a popularisé le concept et depuis lors il a fait l'objet de nombreux commentaires. Sa diffusion est évidemment un pas en avant, même si pour certains il est devenu un slogan ou encore le mot de passe pour recevoir des subsides, sans parler de son utilisation comme idéologie par des pouvoirs économiques dont les pratiques sont précisément à l'origine de la non-durabilité.

Il est donc important d'en retrouver la genèse et d'en définir les contenus, afin de percevoir tout ce qu'il contient et surtout de le faire avec le point de vue et le regard du Sud, particulièrement concerné par le problème. Il y a unanimité dans la littérature pour attribuer la paternité officielle du concept à la Commission Brundtland, instaurée par l'Assemblée Générale des Nations unies en 1983 et qui remit son rapport un 1987. Portant le nom de sa présidente, l'ancien premier ministre norvégien, elle intitula ce rapport : *Notre avenir à tous* [Commission Brundtland, 1988]. Selon le texte, il s'agit d'un «développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs».

*. Le texte reprend l'éditorial du n° d'*Alternatives Sud* : Quel développement durable pour le Sud ?, Vol II (1995), n° 4.

L'histoire de la notion est relativement récente, mais elle fut préparée par des initiatives multiple¹. En tant que tel le terme développement durable reste relativement vague, comme le signale le sociologue canadien, Jean Guy Vaillancourt [1995, 24]. Dans le Sud également les critiques n'ont pas manqué. Ainsi M. Lélé Sharachandra écrit-il que le caractère général de la définition adoptée par la Commission Brundtland et reprise par la Conférence des Nations unies ne rend pas compte du lien fondamental qui existe entre la durabilité et la pauvreté. Il y a confusion dit-il sur le rôle de la croissance économique, de même que sur la durabilité et la participation, qui aboutit à des propositions politiques inadéquates [M. Lélé Sharachandra, 1991, 607-621]. Son opinion est répercutée par d'autres chercheurs indiens, qui eux aussi soulignent la relation entre détérioration de l'environnement et accroissement de la pauvreté et insistent pour que les deux problèmes soient traités comme un ensemble [Sundarlal Sbahuguna, 1992, cité par Sachchitanand Jha, 1994, 2669].

En général, les auteurs du Sud qui écrivent sur le développement durable sont beaucoup plus radicaux que la plupart de ceux du Nord. D'une part ils s'expriment parfois dans des termes qui indiquent la profondeur du drame humain, pas seulement pour les générations futures, mais aussi pour celles d'aujourd'hui, comme l'illustre le sort des indigènes du Chiapas ou celui des Ogonis du Nigeria.² D'autre part ils n'hésitent pas à montrer du doigt ceux qui dans l'histoire de la colonisation et dans le présent ont été la cause de la destruction de la nature mettant en péril la durabilité et de l'agression physique contre les êtres humains qui sont morts par dizaines de millions et meurent encore chaque jour. Avant de poser les problèmes contemporains et de soulever leur dimension éthique [José A. Prades, 1995], il est nécessaire d'engager une réflexion analytique et globale.

I. Une analyse socio-historique

La gestion de l'environnement fut toujours liée avec l'état des rapports sociaux. Il s'agit d'un lien intrinsèque, car les êtres humains devant vivre matériellement, ils doivent organiser collectivement les diverses manières de produire leurs moyens d'existence au départ de l'utilisation des ressources naturelles. Or, la nature étant limitée, que ce soient le gibier d'une forêt ou les sources d'énergies non-renouvelables, le problème de sa conservation ou de sa reproduction s'est posé depuis le début de l'histoire humaine.

Le rapport est dialectique, car si l'environnement conduit à une organisation sociale particulière, cette dernière pour se reproduire doit à son tour induire une certaine utilisation de la nature, soit par une relation harmonique, en optimisant son utilisation et sa conservation, soit au contraire par une démarche

1 J.G. Vaillancourt rappelle plusieurs rétroactes, entre autre la fondation par Barbara Ward (Lady Jackson) de l'*Institut international pour l'environnement et le développement*, à Londres en 1972; celle de l'*Institut de recherche sur l'environnement et le développement*, à Paris, à l'initiative de Ignacy Sachs, en 1973; le manifeste du parti écologiste de Grande Bretagne, en 1976, sur le *Sustainable Development*; la fondation en 1980 de l'*Union internationale pour la conservation de la nature* (UICN), etc. [J.G. Vaillancourt, 1995, 24-29].

2. Les Ogonis sont une ethnie du Nigeria, située dans les zones pétrolifères du pays dont l'environnement naturel et social a été détruit par les grandes compagnies de pétrole (Shell, Texaco, ...) et dont 9 membres dont la moitié ont été exécutés (pendus) en 1995, pour avoir protesté contre cette situation.

d'exploitation, en la détruisant sans alternative de reproduction. Il s'agit donc ici de divers type de stratégies, qui avant d'être une question éthique relèvent de la survie collective, devenue aujourd'hui globale, avec la mondialisation de l'économie.

La conscience de la contradiction entre durabilité et manière contemporaine d'organiser la vie matérielle devient heureusement universelle, mais on peut néanmoins se poser deux questions. Tout d'abord, quelles sont les sources de la contradiction elle-même, car il fut un temps où les groupes humains adoptaient des comportements beaucoup plus respectueux des exigences de reproduction de l'environnement naturel ? Ensuite, d'où vient la dimension culturellement globale du phénomène ? En effet, avant que l'ensemble des groupes sociaux n'accèdent à cette conscience, il faut se rappeler que dans les pays industriels, la classe ouvrière et dans le Sud, des populations indigènes locales, ont été les premières victimes des dégâts écologiques, sans que cela n'inquiète particulièrement les groupes sociaux, économiques ou politiques dominants. Il a fallu que ces derniers soient aussi affectés physiquement ou dans leur intérêts particuliers pour que le cri d'alarme poussé par les écologistes ou les moralistes soit effectivement entendu.

Il est clair qu'il y eut dans l'histoire un tournant fondamental, lié à la fois à l'apparition de nouveaux moyens techniques, à une vision du monde qui s'est transformée et à la construction de rapports sociaux de production radicalement différents. Le fait de situer cet événement historique en Europe pourrait paraître une manifestation d'eurocentrisme, mais la mondialisation actuelle de l'économie sous l'égide des rapports marchands et de l'idéologie occidentale, partagée par les régions du Sud en croissance rapide, permet de conclure qu'il n'en n'est rien. Sans doute ne peut-on oublier que la Chine se considéra à juste titre comme l'empire du milieu; sans doute celui d'Asoka qui véhicula le bouddhisme en même temps que ses entreprises commerciales et qui couvrit la moitié du monde n'a-t-il pas reçu dans la conscience historique de l'Occident l'attention qu'il mérite; sans doute l'Egypte, Babylone, les Incas, les Aztèques, les Mayas exercèrent-ils une influence décisive sur les visions du monde de l'humanité; sans doute le Monomotapa, les royaumes du Congo, du Soudan, ou celui des Zoulous furent-ils des ensembles régionaux très importants; sans doute l'Europe fut-elle une périphérie du Monde arabe jusqu'à la fin du Moyen Age [Samir Amin, 1987].

Et cependant la rupture entre nature et genre humain, qui en fin de compte obligea à introduire la notion d'un développement durable, se développa à partir de l'Europe, dans le cadre de la civilisation occidentale, avec ses avancées scientifiques, ses conquêtes technologiques spectaculaires et ses formes politiques parlementaires, mais aussi ses inégalités sociales, ses ravages écologiques et son impérialisme universel. Il faut donc analyser les mécanismes de ce changement pour en comprendre la logique et poser ensuite les bases d'un changement de cap, à un moment où tant de voix s'élèvent pour alerter la conscience universelle sur l'urgence des mesures à prendre.

Pour les besoins de l'analyse, on doit bien distinguer, avec le risque de beaucoup simplifier les choses, la période qui a précédé l'universalisation des rapports marchands, surtout sous leur forme industrielle, de celle qui les introduisit comme pratiques économiques généralisées.

1. Rapports sociaux et nature dans les sociétés traditionnelles

Il n'est pas question d'idéaliser les sociétés traditionnelles, comme si elles étaient sans failles et sans conflits, mais il est un fait que l'état de leur technologie et la structure de leur vision du monde assuraient une certaine harmonie entre nature et occupation humaine du territoire.

Ainsi les sociétés lignagères organisèrent les rapports de parenté de manière à réguler l'accès à la nature. Les groupes humains vivant de la forêt et du gibier savaient que pour la reproduction de ce dernier, il fallait que les territoires de chasse soient suffisamment étendus et qu'un partage de ces derniers soit effectué entre les divers clans [Maurice Godelier, 1984, 77]. L'échange des femmes entre clans suivait la logique de cette répartition, accordant à la parenté, outre sa fonction de reproduction physique du groupe, un rôle organisateur des moyens nécessaires à leur existence matérielle. Il y avait donc une harmonie entre la durabilité des ressources naturelles et la reproduction des rapports sociaux constitutifs du groupe.

Il en était de même dans les sociétés agraires, lorsque les forêts furent converties en terres arables. L'agriculture sur brûlis ou la pratique de la jachère et de la rotation des cultures ou encore les années sabbatiques, permettaient précisément le renouvellement de la source vitale que représentait le sol. Par ailleurs, le nombre d'individus pouvant constituer un groupe (clan ou tribu) était limité à la possibilité de la subsistance. Lorsqu'une limite était atteinte, les groupes se scindaient, mais la parenté restait l'axe de la construction sociale.

Si nous prenons le cas des éleveurs, le processus est similaire. La transhumance du bétail, souvent accompagnée par la migration des populations, assumait les mêmes fonctions et bien que les formes de la parenté pouvaient être diverses, cette dernière constituait aussi un moyen de régulation de l'accès aux sources matérielles de la vie humaine. Remarquons qu'il ne s'agit pas en première instance d'une attitude éthique, mais bien de mécanismes de contrôle exigés par la survie des groupes, même si des codes de conduite collective et individuelle encadraient les pratiques sociales et sanctionnaient les déviations.

Les transformations sociales ayant provoqué les grands mouvements migratoires de l'Asie centrale vers les Amériques, vers l'Asie du Sud et de l'Est et vers l'Europe occidentale, ou encore du centre de l'Afrique vers le Sud, ne changèrent guère les règles fondamentales du rapport à la nature, même si bien souvent des destructions accompagnèrent ces événements démographiques. Quant au passage de l'organisation tribale à celle des royaumes, claniques d'abord, tributaires ensuite ou même à la formation des grands empires, elle nécessita sans aucun doute un accroissement de la productivité agricole, afin de maintenir en vie un plus grand nombre d'êtres humains ne produisant pas leurs moyens alimentaires, mais elle ne mit généralement pas en péril le rapport de l'homme à la nature. Les royaumes mayas par exemple, purent se développer avec leurs villes et leurs systèmes politiques et religieux très élaborés, quand l'accroissement du rendement des terres à maïs permit à chaque paysan de produire l'alimentation de six personnes grâce à une meilleure irrigation et en fonction d'autres manières de planter.

Certes ces formes nouvelles de rapports de production signifiaient l'accroissement des différences sociales. Si dans la première phase des royaumes tributaires les échanges entre les entités locales claniques ou villageoises, fournissant des produits en nature ou du travail, et l'entité centrale

pouvait être considérés comme réciproques, car les services matériels (organisation du commerce, défense, régulation des lignages royaux nécessaires à la reproduction sociale) rendus par cette dernière étaient essentiels à la survie collective, il n'en fut plus de même dans la suite. L'apparition dans l'histoire biblique des prophètes protestant contre les injustices en est une manifestation. Les agressions contre la nature restaient cependant limitées, toujours pour la même raison : la nécessité vitale d'établir une régulation pour survivre.

Cette dernière revêtait également dans les sociétés traditionnelles une dimension démographique. En effet, le contrôle des populations n'est pas un phénomène récent et les nombreuses pratiques que l'on observe dans les populations à organisation lignagère en font foi : allaitement prolongé des enfants, avortements, ou même dans certaines sociétés la mise à mort de nouveaux-nés de sexe féminin ou d'un des jumeaux. La survie collective exigeait un équilibre démographique. Ce dernier trouva aussi des solutions dans l'amélioration des techniques agricoles, l'organisation de l'émigration et dans les migrations intercontinentales.

Comme toute société se construit aussi par la culture, non pas comme un simple accessoire, mais en tant qu'élément constitutif des rapports à la nature et des rapports sociaux tout comme de leur reproduction dans le temps, le rôle des représentations mentales de la réalité est central. En effet c'est une des caractéristiques fondamentales de l'humanité de pouvoir construire un deuxième niveau du réel, c'est-à-dire un ensemble de représentations du rapport à la nature et des liens sociaux, que l'on appelle généralement une vision du monde. Il s'agit en effet d'expliquer rationnellement et de justifier éthiquement les diverses formes de la vie collective, aussi bien dans ses liens avec l'environnement que dans son insertion dans l'histoire.

Ainsi, les interdits religieux frappant la vente du millet en Afrique de l'Ouest, avaient-ils pour fonction de constituer des réserves permettant de survivre pendant les périodes de disettes [Philippe Engelhard, 1994, 3]. Les grandes cosmologies de l'Asie du Sud ou de l'Amérique pré-colombienne permettaient d'expliquer logiquement non seulement l'origine de l'univers, mais aussi le fonctionnement des lois de la nature elle-même, censée réagir sous l'impulsion bénéfique ou terrifiante d'êtres supérieurs aux hommes, dont il fallait s'attirer les faveurs ou au contraire se protéger. Elles fondaient ainsi une utilisation restrictive et le respect de l'univers naturel, dont les êtres humains formaient une part intégrante, réunissant, dans le cas asiatique, tous les êtres animés en une seule et même famille. Dernière illustration, l'implication du roi dans les royaumes de Kandy au Sri Lanka, ou en Afrique de l'Est ou chez les Incas, dans le succès ou l'échec des récoltes, faisait le lien entre les rapports à la nature et le système social. En cas de disettes, le monarque se lavait de sa responsabilité par l'accomplissement de rites religieux. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Dans le cas des rapports sociaux les représentations religieuses jouèrent aussi un rôle important. Lorsqu'ils ne pouvaient plus être représentés comme réciproques, à cause des distances sociales qui s'étaient creusées entre les groupes et de l'accès trop inégal aux richesses, ils étaient expliqués et légitimés par une lecture religieuse. C'est le cas du système des castes en Inde ou du régime social et politique féodal en Europe. Rien de plus solide qu'une justification par la volonté divine ou par une décision des dieux, rien de moins vérifiable d'ailleurs et donc rien de plus absolu.

Tout ceci pour indiquer l'importance de la vision du monde, qui face au problème qui nous intéresse, prenait dans les sociétés traditionnelles précapitalistes un caractère mythique et dont une fonction consistait à assurer ce qu'aujourd'hui on appellerait un développement durable. L'*enchantement* du monde avait entre autres pour effet de garantir l'utilisation harmonieuse des ressources de l'univers et d'assurer à la terre-mère (la *pacha-mama* en région andine) la dignité et la protection due à celle qui était la génératrice de la vie.

2. *Les sociétés marchandes capitalistes*

Les sociétés marchandes ont existé dès le moment où des groupes humains produisirent un surplus agricole qui pouvait être échangé et qui servait de base à la construction sociale de fonctions spécialisées (politiques, culturelles, artisanales, religieuses) détachées de la production agraire. C'est alors que naquit le marché mais aussi que se développèrent les guerres en tant que mode de vie et d'organisation des sociétés. Les rapports marchands engendrèrent une éthique, différente de celle qui régissait les rapports de parenté et la régulation directe de l'environnement. C'est de là que des systèmes religieux tels que le bouddhisme par exemple tirent leur origine. Dans les sociétés précapitalistes, les profits marchands servaient essentiellement à la consommation, celle des biens de subsistance et celle des biens de prestige y compris les diverses formes artistiques.

Pour des raisons économiques, sociales, culturelles et politiques que nous ne pouvons développer ici, seul à peu près parmi les diverses formes d'accumulation primitive, le mercantilisme européen réussit, non seulement à générer d'importantes masses monétaires, mais aussi à contribuer à des avancées techniques considérables dans le domaine des transports et des armes et dans la manufacture de produits de base (textiles). Ce dernier élément lui permit à partir du 15^e siècle de conquérir l'univers et d'exploiter ses richesses en minéraux précieux et en produits agricoles, ce qui accéléra l'accumulation et lui ouvrit les portes de l'ère industrielle.

Il est inutile de s'interroger à perte de vue pour savoir qui de la base matérielle de l'accumulation, de la constitution d'une bourgeoisie urbaine en classe sociale autonome ou de la vision du monde née avec la Renaissance fut le facteur-clé de cette transformation. En fait, ce sont les trois éléments dans leur ensemble qui ont agi et ils sont inséparables, même si en toute logique la base matérielle reste première puisque sans elle rien ne pourrait exister, pas même les groupes humains.

La bourgeoisie marchande développait des activités détachées du rapport direct à la nature. Elle s'affranchissait de ses rythmes et donc de ses exigences. Elle acquérait une culture de l'accumulation qui tenait de moins en moins compte du respect de la nature et qui n'hésitait pas à détruire l'être humain pour réaliser ses objectifs. Qu'il suffise de penser à l'implication des bourgeoisies de Nantes, de Liverpool, d'Anvers ou d'Amsterdam dans le commerce des esclaves et dans sa légitimation. Cela lui permettait d'élaborer des projets ambitieux et de contribuer aussi au progrès de la science. Elle se trouvait plus qu'à l'étroit dans le carcan du système politique féodal et dans l'éthique du catholicisme. Ce dernier chaînon, le plus faible dans l'ensemble social, sauta en premier lieu avec la Réforme protestante [Max Weber, 1964], après les premières tentatives de constitution de systèmes religieux nouveaux de la part des Bogomiles ou des Albigeois. Quant au champ politique, il éclata sous des formes diverses et à un siècle de distance, avec les révolutions anglaises et françaises.

La philosophie des *Lumières* introduisit une nouvelle vision du monde, caractérisée par une nouvelle rationalité et elle fit éclater progressivement le cadre culturel européen. On l'a souvent répété, cette conception prométhéenne de l'homme, coupée de ses racines dans les cycles de la nature, permit de développer une vision linéaire de l'histoire de l'humanité, une histoire de conquête de l'esprit sur la matière, de l'intelligence sur le préjugé, de la rationalité sur le mythe, de la modernité sur la traditionalité. Bref, un nouveau messianisme, essentiellement séculier cette fois, où la prédestination prenait un sens nouveau, à moins que ce ne fut plus simplement encore le culte du progrès.

C'est évidemment la révolution industrielle, fruit de l'accumulation capitaliste et de la libre vente de la force de travail qui acheva la rupture de l'ordre précédent à la fois dans son aspect social et dans son rapport à l'environnement. Or c'est au sein de ce même type de civilisation que nous vivons aujourd'hui encore, bien que les cheminées crachant de la fumée noire aient été remplacées par la vapeur blanche des centrales nucléaires, que les travailleurs aux mains sales aient cédé la place aux manipulateurs de robots ou d'ordinateurs ou encore que le prolétariat du centre se trouve partiellement localisé dans les périphéries. La logique reste la même; la rationalité n'a pas changé. Celle-ci est plus que jamais instrumentale par rapport aux exigences de l'accumulation, seule source d'un progrès conçu avant tout comme une croissance économique et qui possède le statut d'une évidence. Pour assurer cette course devenue folle, il faut d'abord consolider le rapport social capital/travail, traduit dans le concret par l'économie de marché, en assurant une réduction du coût du travail pour garantir la compétitivité et ensuite tirer de la nature tout ce qui peut concourir à l'accroissement et à l'amélioration de la production des biens et des services.

Or, il ne s'agit pas là uniquement de décisions machiavéliques de quelques centres de pouvoir, fussent-ils des entreprises transnationales ou des organismes financiers internationaux. C'est d'abord une logique. Dégagée des conditions de sa genèse, c'est-à-dire la naissance d'une nouvelle classe sociale qui parvient à une position hégémonique grâce au contrôle qu'elle exerce sur les moyens de production et les mécanismes de circulation et grâce à sa capacité de faire partager par l'ensemble des groupes sociaux les évidences de sa rationalité et de ses légitimations, elle s'impose finalement comme le seul système possible.

La mondialisation de l'économie, dans sa forme nouvelle d'intégration des processus de production, de commercialisation, de recherche/développement, de publicité, de financement, a permis à cette logique et au système économique qui la véhicule de réaliser au cours de cette fin de siècle un saut qualitatif et de résoudre provisoirement au moins les diverses crises de surproduction ou de sous-consommation, de conflits sociaux et de rareté des ressources qui la menaçaient. Mais la *globalisation*, pour utiliser un anglicisme, signifie la dernière frontière du système. Après cela il n'y a plus moyen d'échapper aux contradictions fondamentales, des rapports sociaux et des rapports à la nature. Seule la dureté de la confrontation fera dans les deux cas céder du terrain et finira par remettre en question le fond même de la logique capitaliste, ses institutions et ses pratiques. Sans doute, n'est-ce pas pour demain et les discours apocalyptiques ne sont guère convaincants.

Les signes avant-coureurs d'une remise en question du messianisme du libre marché, apparaissent déjà même si, selon le directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce, ce dernier

devrait apporter le bonheur à l'humanité vers les années 2025 - une véritable anticipation du Royaume de Dieu rejoignant le concept hégélien de la fin de l'histoire. Sur le plan social, les programmes de lutttes contre la pauvreté sont à l'ordre du jour parmi les organismes de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, OMC), bien qu'il s'agisse pour l'essentiel d'actions de type assistanciel ou de projets limités. Par contre, les événements du Mexique, qui ont coûté des milliards de dollars à la communauté financière internationale, jusqu'à ébranler *Wall Street* et qui n'étaient pas sans relation avec la révolte de Chiapas, ont éveillé de sérieuses inquiétudes et fait poser des questions à longue échéance sur la viabilité des politiques monétaristes.

La Conférence de Rio de Janeiro et tout ce qui l'entoura sur le plan des études scientifiques du milieu et notamment concernant les énergies [François Houtart et Geneviève Lemercinier, 1990] fut un véritable signal d'alarme. C'est le mode de développement qui est remis en question. L'OECD elle-même n'hésite pas à déclarer que le plus grand danger pour l'environnement mondial est aujourd'hui la croissance économique des grands pays d'Asie, notamment la Chine et l'Inde. Or, cet avertissement est donné au moment où ces deux nations, sans parler des *dragons* (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour) et des *tigres* (Thaï lande, Malaisie, Indonésie) adoptent pour modèle l'économie capitaliste sous une forme ou sous une autre.

Une telle logique, comme l'avait bien observé Marx, tend à détruire les deux sources de sa réussite, l'homme et la nature. Lorsqu'elle ne trouvera plus d'échappatoires, soit en écartant les frontières géographiques de son extraction de plus-value sur le travail (les délocalisations), ou celles de son exploitation des ressources naturelles, de sa pollution et de ses déchets, soit en adoptant des technologies nouvelles permettant d'éliminer le travail, soit encore en réalisant son accumulation par la spéculation internationale ou le blanchiment de l'argent, elle sera bien obligée de remettre ses principes en question. Il n'est pas impossible que dans la conjoncture actuelle la lutte pour l'environnement s'avèrera plus efficace pour un changement des pratiques économiques que les lutttes se situant au sein du rapport social capital/travail.

En effet, dans le premier cas, ce sont des groupes sociaux de plus en plus nombreux qui se sentent concernés et cela dans tous les continents - il suffit de penser à l'action de Greenpeace, par exemple. Dans le second, on doit constater deux choses. Tout d'abord, les lutttes sociales restent le plus souvent confinées aux frontières nationales, alors même qu'une classe (une bourgeoisie !) a réussi à créer à l'échelle mondiale les bases matérielles de son existence et de sa reproduction comme classe sociale, grâce à l'électronique et aux satellites et qu'elle domine également aujourd'hui les regroupements économiques régionaux conçus comme des relais dans la mondialisation de l'économie (ALENA, MERCOSUR, ASEAN, Union européenne, etc.). Ensuite, les enjeux des revendications syndicales restent trop souvent encore confinés à l'intérieur du système lui-même, pour améliorer le sort des travailleurs : salaires et sécurité sociale, mais avec peu de visions globales et des objectifs limités à des groupes particuliers.

Bref, la logique de l'économie marchande, qui devient un *marché total* dans tous les sens du mot, a introduit la nature, tout comme le travail d'ailleurs, dans un rapport économique qui fait de cette dernière une marchandise. La rentabilité à court terme étant la loi du capitalisme, l'idée même de la durabilité ne peut être introduite que par la contrainte (ou la peur de perdre des parts du marché

mondial). Tout ce qui n'est pas comptabilisable, telle que la qualité de la vie (les sites industriels abandonnés, les exploitations minières ou pétrolières, les déplacements de population), n'est pas pris en considération, sauf quand des protestations populaires, des mouvements sociaux de la société civile ou des actions gouvernementales obligent à le faire. La logique est d'ailleurs tellement contraignante qu'aucun acteur économique particulier ne pourrait s'engager seul sur cette voie, sans risquer de mettre en jeu sa propre existence. L'intervention du politique s'avère donc indispensable non seulement au niveau de la nation, mais aussi à celui des régions interétatiques et à la dimension mondiale. Il faudra bien des pressions encore pour arriver à des résultats valables, quand on constate à quel point de nombreuses dispositions du Traité ayant créé l'OMC contredisent celles approuvées par les États lors de la Conférence de la Terre à Rio de Janeiro.

3. *Les sociétés industrielles socialistes*

On aurait pu croire que face à l'échec du système capitaliste dans son rapport à la nature, le socialisme réel aurait apporté une réponse plus convaincante. Le marxisme portait en lui, la critique du rapport capitaliste à l'environnement et il aurait pu inspirer d'autres pratiques. Ce fut partiellement le cas, mais le jour où les sociétés socialistes privilégièrent le développement des forces de production dans le cadre non-critiqué de la rationalité des *Lumières*, afin de rattraper le niveau de consommation des sociétés capitalistes, ce jour-là aussi il s'interdisait la possibilité de solutions nouvelles. Entraîné dans cette spirale, retardé par un embargo sur les technologies de pointe, partiellement enfermé dans une pensée scientifique sclérosée et freiné par une trop lourde bureaucratie il fut contraint de passer l'environnement aux oubliettes pour retarder son essoufflement. Mais cela n'empêcha point sa chute, ni quelques désastres écologiques majeurs. Aujourd'hui, la fuite en avant dans le capitalisme, malgré certains avantages sociaux à court terme, résultats des acquis des luttes sociales et écologiques de l'Occident, ne fera pas long feu, servant tout au plus à gagner momentanément un certain espace, sans résoudre le problème de fond.

4. *La critique post-moderne des bases du rapport à la nature*

La critique de la modernité, c'est-à-dire de la rationalité héritée de la philosophie des *Lumières*, qui engagea l'humanité dans l'extraordinaire aventure de la découverte et de la maîtrise de l'univers, mais qui en même temps lui fit perdre de vue le sens de la mesure et en particulier celle d'un rapport harmonieux avec le milieu ambiant, est heureusement aujourd'hui largement répandue. C'est le cas notamment des divers courants écologistes. Cependant, la pensée post-moderne en philosophie et dans les sciences sociales, à force de remettre en valeur l'acteur humain comme moteur de l'histoire et de s'opposer à toute idée de système a souvent oublié quelles furent les conditions d'émergence de la modernité et le fait qu'elle fut portée dans l'histoire par une organisation capitaliste de l'économie, dont elle était en même temps une des conditions de la continuité.

Il ne suffit donc pas de remettre en question exclusivement une rationalité qui aboutit à une utilisation insoutenable de la nature, il faut aussi y joindre la critique des rapports sociaux qui rendent possibles son exécution et un système économique dont la logique débouche à long terme sur l'irrationalité. Cela ne fait qu'un tout et dans la mesure où le post-modernisme se veut holistique (prise en compte de l'ensemble), il doit aussi inclure dans sa pensée et dans ses propositions d'action cette dimension de la question, sous peine d'élémentariser les problèmes et de rester très partiel.

La multiplicité des critiques et des mouvements, des écologistes aux pacifistes, des indigènes au Nouvel Age (*New Age of peace and happiness*), a certes contribué à délégitimer la rationalité prométhéenne et donc celle qui sous-tend le système économique mondial, mais outre le fait que le caractère incomplet des analyses risque de les faire apparaître comme des chantres du passé et des rêveurs d'utopies, leur simple multiplication n'arrivera pas renverser la logique d'un système encore solidement établi sur ses bases matérielles, simplement parce que le tout n'est pas égal à la somme des parties. En effet, ce ne sont pas un nombre, même impressionnant, de mouvements partiels qui déboucheront automatiquement sur le changement du rapport social de production (au sens large) aujourd'hui étendu à l'échelle mondiale. Ce dernier, construit sur la logique de l'accumulation et donc sur la transformation des biens et des services, du travail et même de la nature en valeurs d'échange ou en marchandises, se traduit par un monopole des décisions entre les mains de ceux qui possèdent ou qui gèrent le capital et donc en fonction des intérêts de ce dernier.

Les autres éléments de la structure sociale, le travail et le secteur informel s'inscrivent en dépendance vis-à-vis du premier. Si les travailleurs ont été et sont encore organisés, même si c'est trop faiblement et de façon dispersée, et possèdent donc un certain pouvoir de résistance, les acteurs sociaux du second doivent en majorité développer des stratégies de survie, ce qui laisse bien peu de marge de manoeuvre à leur capacité d'organisation et d'action collective. Alors que dans les pays occidentaux les pactes sociaux ont quelque peu atténué les aspérités du rapport social, dans le Sud c'est bien souvent le capitalisme sauvage qui prédomine, exercé en grande partie par les mêmes agents économiques (ceux du Nord et les entreprises transnationales), en fonction de la logique du plus fort.

Deux conditions sont donc nécessaires pour déboucher sur une autre réalité. Tout d'abord que les mouvements sociaux construits directement sur les contradictions des rapports sociaux, et situés dans la sphère de l'accumulation, [*Alternatives Sud*, I(1994) n° 3] principalement les syndicats, incluent la dimension du rapport à la nature dans leur stratégie de lutte et d'action, manifestant ainsi la profonde unité entre les deux. Ensuite, il est indispensable d'élaborer un projet de société, incluant les diverses dimensions de l'organisation collective de l'humanité, tant le rapport au milieu ambiant que les liens sociaux. Un tel projet n'est évidemment pas un objectif statique et il doit être en permanente réélaboration suivant le temps et les lieux, avec la participation des acteurs sociaux. Il ne sera pas nécessairement porté par une seule organisation ou par un seul parti (d'avant-garde). Cependant, son impulsion viendra d'abord de ceux qui dans la structure des rapports sociaux sont les plus vulnérables et qui forment aussi la majorité des victimes de la destruction de l'environnement.

Ensuite il pourra être porté par ceux qui s'identifiant à cette cause se joignent aux premiers pour une lutte dont l'enjeu est aujourd'hui mondial.

II. La situation contemporaine

Nous ne ferons pas allusion ici à tous les domaines dans lesquels se posent les problèmes écologiques mettant en question la durabilité du développement. Ils vont depuis la destruction de la couche d'ozone jusqu'à l'effet de serre, en passant par les déchets nucléaires et chimiques, la question

des énergies, celle de l'eau, sans parler de l'urbanisation effrénée, surtout dans le Sud. Si bien de ces problèmes sont devenus le lot commun de l'humanité, provoquant un début de sursaut général, ils affectent cependant de manière plus intense les classes sociales subalternes et les régions du Sud, ce qui prouve qu'une analyse de classe n'est pas démodée et que les rapports Nord-Sud restent inéquitables.

1. La prise de conscience du problème de l'environnement

Les questions liées à l'environnement sont étroitement inséparables des rapports sociaux, car une même logique commande les deux, si l'on ne veut pas de solutions purement partielles, il faut bien globaliser les réponses, même si l'on sait qu'il faudra agir par étapes. La prise de conscience de la dimension des problèmes est un premier pas. Dans un article intitulé *Avis de gros temps sur la planète*, Jean-Paul Besset relève l'accroissement de ce que les Nations unies appellent les *désastres significatifs* et il affirme, en se basant sur cette source, que leur nombre a été multiplié par quatre au cours des 30 dernières années. «*Au total, depuis vingt ans trois millions de personnes sont mortes des conséquences de catastrophes naturelles - 50% de plus tous les dix ans depuis 1950, selon la Banque mondiale - et un milliard d'individus se sont retrouvés sans abris, à raison d'un rythme moyen d'augmentation des 'personnes affectées' de 6% par an, trois fois plus que celui de la croissance démographique. La concentration urbaine et la désertification rurale portent d'ailleurs une large part de la responsabilité dans ce bilan, les coûts économiques directs sont eux aussi, en expansion constante, puisqu'ils ont été multipliés par trois depuis trente ans. Évalués à 44 millions de dollars à la fin des années 1980, ils atteignaient 60 milliards de dollars en 1992 et la courbe de leur progression autorise à pronostiquer un chiffre de 100 milliards pour l'orée du siècle prochain*» [Jean-Paul Besset, 1995].

Parlant de l'Asie du Sud-Est, souvent présentée comme un modèle de développement, Jean-Claude Pomonti écrivait : «*Se développer d'abord, tenter de corriger les effets néfastes de l'expansion par la suite : ce laxisme a provoqué une situation de plus en plus intenable en Malaisie, à Singapour, en Thaïlande, en Indonésie, au Vietnam. La pollution et les atteintes à l'environnement y prennent des proportions considérables*» [Jean-Claude Pomonti, 1995].

Tout cela montre qu'il est encore possible d'assurer une croissance économique selon les paramètres du libéralisme économique ou du marché, tout en détruisant l'environnement et en agressant physiquement et socialement les êtres humains (en Thaïlande les chiffres des accidents de travail dus aux conditions de l'industrialisation sont effarants). En effet, les statistiques qui mesurent la croissance sont peut-être très précises, mais comme le dit Philippe Defayt, à propos du PIB : «*Rigoureux en apparence, cet indicateur repose en fait sur une foule d'approximations, d'évaluations douteuses, d'hypothèses arbitraires et réductrices. L'élimination d'activités qui se font en dehors du marché, la non-prise en compte de la valeur de l'environnement et des ressources naturelles... dopent artificiellement l'expansion économique telle qu'elle ressort des comptes nationaux*» [Philippe Defayt, 1995].

Sur le plan agricole, la *révolution verte*, si souvent saluée comme une solution miracle, qui a réellement permis d'accroître la productivité mais qui fut pensée en termes trop exclusivement technocratiques, fait montre aujourd'hui de ses limites, à la fois par les effets négatifs sur l'environnement

des engrais chimiques et par les conséquences sociales de la concentration de la propriété entre les mains d'un petit nombre. On ne peut échapper au lien qui réunit en un même sort rapports sociaux et rapports à la nature.

2. *La culpabilisation des sociétés du Sud*

La déforestation, l'urbanisation sauvage, la production de CO² par l'intensification de la culture du riz, la désertification, joints à l'explosion démographique et aux migrations intempestives, tout cela dans l'opinion publique occidentale, caractérise les sociétés du Sud, au même titre que la diffusion du sida, les violations des droits de l'homme, l'intégrisme religieux ou les génocides. Certains leur reprochent aussi leur manque de rationalité dans l'usage des ressources et d'autres annoncent que s'ils entament leur croissance économique sur le modèle du Nord, la planète sera bientôt inhabitable. La solution consiste à contrôler l'accroissement démographique et à limiter l'utilisation sauvage des ressources.

Mais en même temps, la Banque mondiale et le FMI incitent le Sud à promouvoir les cultures d'exportation souvent à l'origine de graves dégâts écologiques et les entreprises occidentales délocalisent une partie de leur production, parce que la main d'oeuvre est meilleur marché et les que dispositions contre la pollution sont moins sévères.

Le Sud devient un dépotier de déchets industriels et les accidents majeurs (Bhopal) ont été le fruit d'entreprises multinationales du Nord. Comme le dit Martin Khor, du *Third World Network* de Malaisie, ce sont les riches qui ont détruit l'environnement et pas les pauvres [Martin Khor, 1992].

C'est précisément quand le Sud entre de plein pied dans la logique de la croissance selon le mode capitaliste, qu'il devient dangereux et c'est en appliquant les recettes de ce dernier, pour s'inscrire dans le processus de mondialisation, en bonne ou en mauvaise place, que reproches, conseils et recommandations commencent à pleuvoir. Or, ce ne sont pas les Maoris qui viennent faire exploser des charges nucléaires en territoire français, ni les multinationales du Bénin qui détruisent la forêt noire !

Les problèmes existent évidemment, mais ils se posent au moment où les peuples du Sud adoptent ou sont forcés d'entrer dans la rationalité du Nord, celle qui opéra la rupture dans l'harmonie entre les rapports à la nature et les rapports sociaux, celle qui transforma le progrès matériel en un impératif moral, détaché de ses conditions générales d'existence physique et sociale, celle qui fit de l'accumulation la charte de l'humanité, celle qui opéra le partage, comme au jugement dernier, entre les bons et les mauvais.

Le développement durable peut ainsi devenir la nouvelle idéologie des rapports Nord-Sud car à culpabiliser ce dernier on excuse le premier. C'est cela qui explique la méfiance et parfois l'hostilité profonde de certains porte-paroles du Sud à l'égard du concept. La prudence du rapport de la Commission Brundtland, attirant l'attention sur la gravité de la situation et appelant à l'urgence de solutions, tout en épargnant la logique économique existante, leur donne partiellement raison. Et cependant, comprise dans toutes ses dimensions, sociales et environnementales, l'idée du développement durable est tout-à-fait valable, aussi bien pour le Nord que pour le Sud.

Car c'est bien au Nord que cela s'adresse d'abord. Il n'y a pas de développement durable pour le Sud, sans un questionnement des pratiques et de la pensée socio-économique du Nord. Mieux encore, il n'y a pas de développement durable, au temps de la mondialisation de l'économie, sans une vision globale du problème, qui insère toute l'humanité dans ses perspectives.

3. *Des pistes pour l'avenir*

Ceux qui se penchent sur la question du développement durable sont partagés entre le pessimisme et l'optimisme. Pessimisme en fonction des dommages irréversibles qui continuent à être affligés à la nature, de la prévalence dans le système économique d'une rationalité du court terme qui identifie croissance et développement, d'une participation démocratique limitée aux formes politiques qui se soumettent au marché, de la prévalence d'une idéologie de la consommation, de la prééminence de l'individu, du messianisme du libre commerce, bref tous les ingrédients de la reproduction de rapports sociaux qui entrent en contradiction avec la notion même de la durabilité.

Optimisme ouvert sur l'avenir, car les luttes sociales n'ont pas cessé, même si leur efficacité à court terme est rarement vérifiée, parce que la conscience écologique progresse, parce que le progrès des connaissances scientifiques continue à mettre à la disposition de l'humanité des moyens techniques de résoudre ses problèmes, ou optimisme résigné parce que l'on atteint les confins du possible et qu'il faut bien limiter la population mondiale, prendre de coûteuses mesures de sécurité contre les dangers nucléaires, restreindre l'utilisation des ressources énergétiques ou aquatiques et finalement parce que les contradictions d'un système constituent le plus sûr moyen de sa transformation.

Comme le lien entre développement, préservation de la nature, rapports sociaux et culture sont inséparables, c'est bien d'une réorientation de l'ensemble qu'il s'agit. Pas question de revenir à l'époque de l'harmonie sur la base d'un faible développement des capacités productives et des rapports sociaux de proximité, mais bien de retrouver un nouvel équilibre en fonction du présent de l'humanité, même si la sagesse ancestrale peut inspirer des solutions. Pas question de revenir sur la mondialisation des échanges économiques et culturels mais bien de l'accomplir sur d'autres bases que celles de l'accumulation capitaliste, de la compétitivité et de la domination du faible par le fort.

C'est donc une autre idée du développement qu'il faut promouvoir. C'est ce qu'exprime Jean-Philippe Peemans : *«La nouvelle pensée sur le développement va plutôt dans le sens de remettre en cause radicalement, au niveau éthique et philosophique, les postulats de la modernisation. Le développement est lié intrinsèquement à la capacité de consolider les liens sociaux à l'intérieur de collectivités, ayant une base territoriale définie. Il est aussi lié à la capacité des populations de gérer leur environnement naturel d'une manière viable, à travers l'élaboration d'un cadre institutionnel approprié et d'une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction même du territoire donné»* [Jean-Philippe Peemans, 1995].

Pour pouvoir construire un nouveau projet, il faut d'abord délégitimer l'ancien et l'on ne peut pas dire que ce soit déjà le cas de manière généralisée. L'universalisation du modèle économique suite à la dissolution des régimes socialistes a consolidé la bonne conscience de l'Occident. Si l'idée du

développement durable fait son chemin c'est encore en suivant les voies tracées par l'économie de marché dans sa forme contemporaine. La rationalité de la modernité n'est remise en question que dans des milieux relativement restreints et parfois ésotériques ou sans nuances. Les rapports sociaux fruits du mode capitaliste d'organiser l'économie sont trop rarement mis en rapport avec les pratiques d'utilisation destructrice du milieu ambiant. La dérégulation généralisée des activités économiques apparaît encore comme une exigence de progrès. Renverser la vapeur passe donc par une critique des paradigmes, portée non seulement par les intellectuels, mais surtout par un innombrable ensemble de mouvements sociaux capables de répercuter dans le champ politique les protestations et les aspirations des victimes de ce modèle de développement tant au Nord qu'au Sud.

Mais la délégitimation est encore une étape négative, même si elle est déjà porteuse d'autre chose. De nouvelles idées se font jour, nullement rétrogrades ou romantiques, basées sur l'expérience historique des peuples, inspirées par une philosophie et par une éthique, appuyées par des analyses sociales et économiques et accompagnées par une volonté politique. Le numéro d'*Alternatives Sud* (1995/4) sur le sujet se fait l'écho de plusieurs orientations dans ce sens. L'élaboration d'un modèle alternatif ne signifie pas s'enfermer dans un univers clos, mais au contraire élaborer une construction idéale servant d'objectif à long et moyen terme, s'inspirant de concepts de base, tels que l'utilisation judicieuse de la nature et le respect de la biodiversité, la primauté des êtres humains et de l'équité sociale, l'économie comme moyen au service de la vie sociale des collectivités, le droit à la culture, la participation démocratique dans les institutions politiques, économiques et culturelles. Nul doute que les traductions concrètes de ces principes ne revêtent des modalités très diverses et l'on peut comprendre la méfiance du Sud vis-à-vis des solutions universelles [Martin Khor, 1992], mais face à la mondialisation, une vision globale est devenue un impératif. Si les solutions envisagées ne se haussent pas à ce niveau, ce dernier restera le champ clos des entreprises transnationales ou du capital financier.

Un modèle nouveau, construit sur d'autres paradigmes, doit être inducteur de nouvelles pratiques, sans quoi il se transforme rapidement en un discours creux, facilement récupérable. Dans un certain nombre de cas, les problèmes sont tellement évidents que des mesures sont déjà proposées. Pour d'autres elles signifient un pas vers un changement en profondeur et pour d'autres elles sont destinées à sauver le système. Dans l'immédiat en tous les cas il existe des zones de consensus permettant aux organisations internationales de faire appliquer des décisions concrètes. Mais à terme, il ne sera pas possible d'arriver à de véritables solutions sans une remise en question radicale du système des valeurs, de l'organisation économique et des formes de pouvoir politique du monde occidental contemporain.

Bibliographie

- AMIN Samir, *L'eurocentrisme*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- BOSSET Jean-paul, Avis de gros temps sur la planète, *Le Monde*, 7 octobre 1995.
- Commission Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve, 1988.
- DEFAYT Philippe, Croissance zéro, le retour, *Le Soir*, 22 septembre 1995.
- ENGELHARD Philippe, Agriculture durable en Afrique de l'Ouest, Stratégie empirique ou «autre développement», FAO, *DEEP*, octobre 1994.
- GODELIER Maurice, *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984.
- HEINRICH BÖLL FOUNDATION, *The Jo-burg - Memo*, Berlin, 2002.
- HOUTART François et LEMERCINIER Geneviève, *L'Énergie et la Culture*, Paris, L'Harmattan, 1990.

- PEEMANS Jean-Philippe, *Modernisation néo-modernisation et enjeux d'un développement soutenable et viable*, Louvain-la-Neuve, (manuscrit), 1995.
- POMONTI Jean-Claude, L'Asie défigurée, *Le Monde*, 17 juin 1995.
- PRADES José A., *L'Éthique de l'environnement et du développement*, Paris, PUF, 1995.
- SACHCHITANAND Jha, Alternatives in Development, *Economic and Political Weekly*, 8 octobre 1994.
- SBAHUGUNA Sundarlal et al., *Environmental Crisis and Sustainable Development*, Dehradun, Natraj Publisher, 1992.
- SHARACHANDRA M. Lélé, Sustainable development : a critical review, *World Development*, Vol. 19(1991), n° 6, 1991.
- VAILLANCOURT Jean Guy, Penser et concrétiser le développement durable, *Écodécision, Revue Environnement et Politique*, n° 15, hiver 1995.
- WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

Les Nations unies et le développement durable

- *Conférence sur la Désertification, les forêts et la biodiversité*, 1995.
- *Conférence des Nations unies sur l'Environnement* à Nairobi - se termine par un échec, 1982.
- *Conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement* (CNUED) à Rio de Janeiro, signée par 178 gouvernements. Elabore le *Programme 21*, sur les bases du développement durable à l'échelle mondiale et dont le chap. 14 propose une stratégie pour l'agriculture et le développement rural durable (ARDR), 1992.
- *Conférence des Nations unies sur le Développement* à Stockholm qui propose un développement respectueux de l'environnement, 1972.
- *Consultation mondiale sur le milieu ambiant et le développement*, (CNUMAR), où participèrent 19.000 personnes représentant 6.000 ONG de 177 pays, 1989.
- Création du *Programme des Nations unies sur l'Environnement* (PNUE) à côté du Programme des Nations unies sur le développement (PNUD). Le siège est fixé à Nairobi (Kenya). Le concept d'écodéveloppement est introduit, inspiré par Maurice Strong, 1972.
- L'Assemblée Générale des Nations unies approuve la proposition de la Conférence de Rio de Janeiro (CNUED - en anglais UNCED) demandant à l'ECOSOC, la constitution d'une Commission sur le Développement durable connue sous ses initiales anglaises CSD ou *Commission on Sustainable Development*, chargé de vérifier l'application de l'*Agenda 21*, 1992.
- L'Assemblée Générale de l'ONU institue une *Commission* sur l'environnement, constituée de 12 occidentaux, 3 est-européens et 12 membres du Sud, sous la présidence de Mme Gro Harlem Brundtland, ancienne premier ministre de Norvège, 1983.
- Publication du *Rapport de la Commission Brundtland*, intitulé : *Notre avenir à tous*, 1987.
- *Rapport* à l'Assemblée des Nations unies de la *Commission sur le développement durable*, 1997.